Covid-19 : Flash Europe et International : quoi de neuf au 24 avril ?

Publié le 24 avril 2020

Tandis que l'épidémie poursuit sa progression et en attendant en France le déconfinement promis pour le 11 mai prochain, l'actualité a été marquée par le somment européen du 23 avril qui a vu les 27 s'accorder sur la nécessité d'un plan de relance massif.

France

Baromètre terrain de l'activité internationale des entreprises françaises en période Covid-19

La 1ère édition de ce baromètre réalisé par les conseillers de la Team France Export (CCI, Business France et BPI) synthétise des remontées quantitatives et qualitatives issues de 2192 entretiens menés auprès de 2619 PME/ETI entre le 30 mars et le 10 avril 2020. Les éléments ont été présentés à l'occasion du Conseil Stratégique de l'Export du 17 avril, présidé par Jean-Yves Le Drian et Jean-Baptiste Lemoyne. A noter :

- 55 % des entreprises interrogées déclarent continuer résolument à exporter même en mode dégradé. Les entreprises qui continuent à vendre hors de l'Hexagone ne le font pas sans difficultés en raison notamment de problèmes logistiques (30 %) et de manque de visibilité (29 %) ;
- 45 % des entreprises ont mis l'export en stand-by. Les entreprises qui ont arrêté évoquent un manque de visibilité (38 %), une chute des commandes (20 %), des problèmes logistiques (20 %), des difficultés financières (17 %), ainsi que des difficultés liées à des contrats qui s'arrêtent ou sont gelés (3 %) et des problèmes douaniers dus au ralentissement ou au renforcement des contrôles (2 %).

J+30 – Newsletter Choose France #3

Pascal Cagni, ambassadeur pour les investissements internationaux et président de Business France, poursuit ses actions de communication destinées aux investisseurs étrangers en France. Dans une nouvelle édition de la Newsletter « Choose France » diffusée cette semaine, sont notamment évoquées quelques initiatives exemplaires et solidaires des 28000 filiales de groupes étrangers engagées dans la lutte contre l'épidémie.

Europe

Les Vingt-Sept s'accordent sur la nécessité d'un Fonds de relance massif, la Commission en précisera les modalités d'ici la mi-mai

Les dirigeants européens ont échangé le 23avril lors d'un quatrième sommet depuis le début de la pandémie. Un large consensus a émergé en faveur d'un fonds de relance, jugé nécessaire et urgent. Ce Fonds devra avoir une envergure suffisante et viser les secteurs et régions les plus touchés. Les dirigeants européens ont chargé la Commission d'en préciser d'ici la mi-mai l'ampleur et les modalités de financement. Ce fonds sera intégré dans le prochain cadre financier pluriannuel 2021-2027. Aucune somme n'a été annoncée. Il pourrait permettre de lever des montants considérables (jusqu'à 2000 Mds d'euros ?) sur les marchés. Il prévoirait un système de garantie et/ou une augmentation des contributions des Etats au budget (de 1,2% à 2%du RNB). La nature des fonds qui seront reversés aux Etats doit encore être précisée. « Si c'est l'Europe qui s'endette pour faire des prêts à des pays, ce n'est pas à la hauteur de la réponse, car ces prêts viendront s'ajouter aux dettes que ces pays ont déjà » a déclaré Emmanuel Macron. Dans son intervention devant la presse, la Présidente de la Commission Ursula von der

Leyen a indiqué qu'il y aurait sûrement « un équilibre entre les prêts et les subventions ».

Comme annoncé, les Vingt-Sept ont par ailleurs validé le paquet de 540 Mds d'euros décidé par l'Eurogroupe le 9 avril (mécanisme européen de stabilité, instrument européen de réassurance chômage SURE et mobilisation accrue de la BEI). Ces mesures devraient être opérationnelles d'ici le 1erjuin. Ils ont réaffirmé leur volonté de coordonner le déconfinement, notamment à l'approche de la saison estivale, sur la base de la stratégie de sortie de crise présentée le 15 avril par la Commission. Ils ont aussi validé la feuille de route pour la relance du Président du Conseil, Charles Michel, basée sur quatre piliers : revitalisation du marché intérieur, effort massif d'investissement, action globale de l'UE et meilleure gouvernance autour de 3 principes : solidarité, cohésion et convergence. Enfin, ils ont confirmé la nécessité d'accroître l'autonomie stratégique de l'UE et de produire des biens essentiels en Europe. Ce sujet, longtemps tabou à Bruxelles, est maintenant au cœur des débats.

Les derniers développements chez nos partenaires

Allemagne

La coalition gouvernementale CDU/CSU/SPD adopte un nouveau paquet d'aide. Il prévoit le passage de l'indemnité de chômage partiel de 60 % à 80 % (67 % à 87 % pour les familles avec enfants). Le paquet est estimé à 10,5 Mds d'euros, dont 5Mds affectés à la réduction de la TVA pour le secteur de la restauration, 4Mds aux reports de pertes pour les PME, 1Md à l'augmentation des indemnités de chômage partiel et 500 millions au soutien de l'enseignement numériques aux élèves.

Selon l'institut ifo, un cinquième des entreprises allemandes sont contraintes de supprimer des emplois. Près de 50 % des entreprises auraient recours au chômage partiel. 20 % prévoiraient de supprimer des emplois dans l'industrie et les services, 15 % dans le secteur de la vente de détail et 2 % dans la construction. Dans le secteur du commerce de détail, 55 % des entreprises sont en chômage partiel, 53 % dans l'industrie, 48 % dans les prestataires de services et 37 % dans le secteur de la construction.

Le ministère fédéral des finances débloque 8 Mds supplémentaires pour l'achat d'équipements de protection. Les fonds sont couverts par le budget supplémentaire de 156 Mds d'euros récemment adopté.

Italie

Le gouvernement va annoncer dans les prochains jours le plan de réouverture progressive du pays, qui devrait commencer à partir du 4 mai. La reprise, qui sera longue, passera certainement par le port du masque obligatoire, des tests massifs et la limitation de l'affluence dans les transports en commun. Le gouvernement prévoit de donner aux régions une liste des activités qui pourront reprendre. Elles décideront de s'y conformer, ou pas.

Royaume-Uni

23 avril : le gouvernement a lancé une large campagne de tests de dépistage du Covid-19. Ilinclue le dépistage systématique des « travailleurs essentiels » et des personnes vivant avec eux, dès le moindre symptôme de la maladie.

Espagne

L'état d'alerte est prolongé de 15 jours jusqu'au 9 mai. Le gouvernement envisage une levée prudente des mesures de confinement à partir de la deuxième quinzaine de mai.

Chine

Impact et reprise économique

- Les bénéfices des entreprises d'Etat hors secteur financier ont chuté de 58,8 % au premier trimestre 2020 à 16,9 Mds EUR.
- Des discussions techniques entre plusieurs pays et la Chine ont lieu pour permettre le déplacement de cadres d'entreprises étrangers en Chine.
- Plus de 35 millions d'étudiants sont revenus à l'école selon le ministère de l'Education chinois : des tests sont pratiqués sur tous les professeurs et étudiants des villes de Pékin et de Guangzhou.
- Des tests se multiplient pour les personnes en contact avec le public (ex : chauffeurs de taxi, serveurs, médecins).

Etats-Unis

ImImpact social et économique

Les compagnies aériennes qui bénéficient du programme de prêt spéciaux du Département du Trésor (30 % de prêt, 70 % de don - en contrepartie d'une garantie des emplois jusqu'en octobre et l'acquisition d'actions de l'entreprise par le Trésor) annoncent déjà qu'à l'expiration des contraintes imposées par le programme d'aide, elles engageront des plans de restructuration avec la mise à l'écart de plus de 800 appareils et la mise au chômage de près de 100000 salariés. Elles n'estimeraient pas un retour à la normale avant au moins 2025.

Le secteur transport routier entre dans la crise. Il est vulnérable car principalement constitué de PME (90 % des transporteurs ont moins de six camions). La demande s'est contractée de 68 % sur la première quinzaine d'avril.

Le secteur de la sidérurgie américaine est durement impacté par ricochet, la demande des secteurs en aval (automobile, construction, exploitation pétrolière et gazière) s'effondre. La production est en chute de 30 %.

Le secteur pétrolier est affecté simultanément par les mesures de confinement de la crise sanitaire et par la chute abyssale du prix du baril de pétrole brut (descendu jusque -38,94 dollars à New York, mardi 21 avril). Les distributeurs ont amassé des stocks considérables qui ralentiront d'autant la reprise du secteur.

Mesures prises

Le Congrès a adopté un quatrième programme d'aide de 484 Mds de dollars pour les petites entreprises. Le précédent programme de 350 Mds a été épuisé en moins d'un mois. 4millions d'entreprises n'avaient ainsi pu être satisfaites.

Parallèlement, une initiative bipartisane vient d'être lancée au Sénat pour débloquer des fonds supplémentaires à destination des collectivités locales.

La Maison Blanche a annoncé une suspension pour deux mois des délivrances de cartes vertes arguant que cette mesure protégeait les salariés américains et leurs emplois de la main d'œuvre issue de l'immigration.

OMC

Un rapport du Secrétariat de l'OMC indique qu'à ce jour 80 pays et territoires douaniers ont adopté des prohibitions ou des restrictions à l'exportation en raison de la pandémie de COVID-19. Ce rapport attire l'attention sur le manque actuel de transparence au niveau multilatéral et sur les risques à long terme que représentent les restrictions à l'exportation pour les chaînes d'approvisionnement mondiales et le bien-être public.